

jeudi 28 août 2014

- = Les marchés boursiers à l'assaut de leur troisième bulle depuis l'an 2000 p.1
- = Mario Draghi, Janet Yellen, Shinzo Abe : le Comité pour détruire le monde p.3
- = L'expansion du crédit s'effondre en Chine p.5
- = BCE : Tel est pris qui croyait prendre p.8
- = La France... toujours en faillite ! p.9
- = Les aides massives des banques centrales aux grandes banques privées p.12
- = La monnaie (II) La machine à concentrer la richesse p.20
- = 3 étudiants chiliens inventent le vélo que l'on ne peut pas voler p.24
- = LE TOUR DU MONDE DE JEAN-JACQUES NETTER p.25
- = Italie : Les ménages dépriment, moindre croissance en vue p.30
- = Vous souvenez-vous du 'Parrain', ou de 'Mafia Blues'? Voici à quoi ressemblent les réunions de la mafia dans la réalité p.32
- = Comment les banques centrales provoquent les crises financières p.34
- = Renflouez les gens, pas les banques ! p.37



VIDÉO du JOUR



<https://www.youtube.com/watch?v=ujdQgROx7vw>

Les marchés boursiers à l'assaut de leur troisième bulle depuis l'an 2000

Philippe Herlin docteur en économie, GoldBroker.com, Publié le 28 août 2014

Le S&P 500 vient de franchir le seuil psychologique des 2,000 points, un record absolu dans l'histoire de cet indice, créé en 1950 et basé sur les 500 grandes sociétés cotées sur les bourses américaines, et, de fait, plus représentatif que le célèbre Dow Jones (qui ne regroupe que 30 valeurs). Ce record semble démontrer le redressement de l'économie américaine ; prenons cependant un peu de recul pour évaluer ce chiffre.

Comme on peut le voir sur ce graphique, [de 1950 à fin 2013](#) (il atteint alors 1600 points), le S&P 500 connaît une vie très erratique depuis les années 2000 avec déjà deux bulles qui ont éclaté ! Mais remontons au début des années '80. A cette époque triomphe alors la "révolution conservatrice" du président Ronald Reagan : on assiste à un vaste mouvement de libéralisation de l'économie avec des secteurs entiers qui basculent dans la concurrence (le transport aérien, les télécoms, notamment). Dans le même temps, le niveau des impôts baisse, ce qui encourage la création de richesse. La croissance – saine – est au rendez-vous et les Etats-Unis sortent alors de la crise des années '70 pour connaître deux décennies fastueuses.

Logiquement, le S&P 500 se met à grimper à partir de 1982 (le krach d'octobre 1987 n'apparaissant que comme un correctif vite effacé). Mais la tendance s'accélère à partir de 1995 : c'est le début de la "bulle Internet". D'immenses espoirs sont placés dans le réseau qui naît alors, et les têtes tournent un peu trop. La bulle éclate début 2000 et le S&P 500 passe d'un plus haut à 1,527 à un plus bas à 800 en 2002, soit une division par deux. Les attentats du 11 septembre 2001 rajoutent au marasme ambiant. C'est ici qu'intervient Alan Greenspan qui décide, pour soutenir l'activité, de baisser le taux directeur de la Fed. Funeste erreur ! La croissance revient, mais alimentée par la construction immobilière et les subprimes, une pure bulle de crédit. On connaît la suite de l'histoire : le S&P 500 passe d'un plus haut à 1,561 en 2007 à un plus bas à 683 en mars 2009.

Pourquoi le S&P 500 remonte-t-il depuis mars 2009 ? La croissance est-elle revenue ? Si peu. Ce sont les plans de Quantitative easing de la Fed, qui débutent à cette date, qui expliquent ce retournement. Depuis, cet indice ne cesse de progresser à un rythme comparable aux deux précédentes bulles, une similitude aussi révélatrice qu'inquiétante. Aucune croissance saine de l'économie ne vient justifier cette rapide hausse ; d'un trimestre à l'autre, les variations du PIB s'avèrent hésitantes et la tendance s'inscrit autour des 2% ; aux Etats-Unis, cela ne s'appelle pas une reprise. La baisse du taux de chômage provient essentiellement du découragement des chômeurs de longue durée qui sortent des statistiques (comme le prouve la baisse du taux de participation de la population à l'emploi).

Tout indique que nous nous trouvons dans la troisième bulle boursière, mais celle-ci s'envole bien plus haut que les précédentes (2,000 points au moins

donc, contre 1,561 en 2007 et 1,527 en 2000)... pourquoi ? Le "carburant" de la première bulle boursière était une croyance démesurée en une rupture technologique, Internet (qui finalement mettra plus de temps que prévu à s'installer) ; celui de la deuxième bulle fut le crédit immobilier aux particuliers, c'est-à-dire une portion du crédit bancaire. Le ressort de la bulle actuelle est bien plus puissant, puisqu'il s'agit de la banque centrale américaine, la Fed, avec ses plans de Quantitative easing (rachat de bons du Trésor) et son taux directeur maintenu à zéro, tout cela durant plus de quatre années. Cette politique laxiste devrait bientôt prendre fin, selon sa présidente Janet Yellen. Nous verrons bien, mais la chute risque d'être douloureuse.

Source : <https://www.goldbroker.com/fr/actualites/marches-boursiers-troisieme-bulle-depuis-2000-572>

Mario Draghi, Janet Yellen, Shinzo Abe : le Comité pour détruire le monde

28 août 2014 | Bill Bonner | <http://la-chronique-agora.com/draghi-yellen-shinzo-abe/>

▪ Partout dans le monde, les marchés grimpent. Aux Etats-Unis, le S&P 500 a passé la barre des 2 000 points pour la première fois de l'histoire. Le Dow est au-delà des 17 000. Si vous vouliez acheter une action Netflix, vous paieriez 144 \$ pour chaque dollar gagné par la société. Si vous possédiez toute l'entreprise, en d'autres termes, vous devriez attendre l'an 2158 pour récupérer votre mise.

Il se passe la même chose de Tombouctou à Taïwan en passant par le Texas. Les dernières nouvelles de Bloomberg :

"Partout dans le monde, les actions partout ont vu leur valeur augmenter de plus de 2 200 milliards de dollars depuis le 7 août, selon des données compilées par Bloomberg. L'optimisme qui veut que les banques centrales soutiendront la croissance économique a permis à l'indice boursier mondial MSCI de grimper de 3,8% par rapport à son plus bas de ce mois-ci. Le S&P 500 a grimpé durant 10 des 13 dernières séances et le Nasdaq Composite est à environ 10% d'un sommet historique.

Les marchés mondiaux surmontent les crises en Ukraine, dans la Bande de Gaza et en Irak, les investisseurs renouvelant leurs paris sur le fait que les mesures de relance ressusciteront la croissance.

L'indice EuroStoxx 600 a enregistré son plus gros gain sur deux jours depuis avril après que Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne, a signalé que les responsables pourraient envisager un plan de rachat d'actifs. L'indice Topix, au Japon, frôle son niveau le plus élevé depuis janvier, rebondissant par rapport à des pertes plus tôt dans l'année".

A elles toutes, les valeurs cotées valent désormais plus de 66 000 milliards de dollars, soit quasiment l'intégralité du PIB mondial total. Plus de 12 000 milliards de dollars de plus qu'elles n'en valaient au début 2013... et 30 000 milliards de plus qu'il y a 10 ans.

▪ **Que s'est-il passé ces 10 dernières années pour augmenter la valeur des actions à tel point ?**

Nous rappelons au lecteur qu'une action n'est rien de plus qu'un droit sur certains actifs et bénéfices d'une société donnée. Généralement, les investisseurs paient leurs actions entre 10 et 20 fois les bénéfices annuels. Lorsqu'ils sont baissiers, comme c'était le cas en 1982 puis en 2009, ils ne voudront payer que moins de 10 fois les bénéfices. Lorsqu'ils sont d'humeur haussière, il n'y a pas de limite... mais c'est rarement plus de 20 fois. Actuellement, à l'exception de la Chine et de la Russie, quasiment tous les grands marchés sont plus près du sommet du canal que du bas, les Etats-Unis étant à 21, selon Robert Shiller.

Qu'est-ce qui peut rendre les investisseurs aussi haussiers ? Et pourquoi cet optimisme s'étendrait-il à tout le globe ou presque ? Après tout, les revenus des entreprises dépendent des ventes des entreprises. Et les ventes d'une entreprise ne peuvent augmenter que si a) elle prend des parts des marché à d'autres entreprise (ce qui n'impliquerait pas de croissance nette des ventes dans le monde) ou b) l'économie mondiale se développe.

C'est bien là le plus curieux. Alors que les actions grimpaient... les taux de croissance baissaient, passant d'un sommet de près de 5% en 2009 à tout juste 2% l'an dernier.

L'an dernier aux Etats-Unis, les actions ont grimpé 10 fois plus rapidement que l'économie sous-jacente.

Allez comprendre.

▪ **La question à 66 000 milliards de dollars**

Les vétérans nous disent que "les marchés en savent toujours plus que nous". Si c'est le cas, que sait le marché que nous ignorons ? Une nouvelle révolution industrielle est-elle au programme ? Les taux de natalité sont-ils en pleine explosion ?

Pas pour autant que nous puissions en juger. Alors qu'est-ce qui se cache derrière la hausse fulgurante des prix des actifs ?

Voici une suggestion : Janet Yellen, Mario Draghi et Shinzo Abe.

Janet Yellen a fait savoir qu'elle n'était pas particulièrement pressée de laisser les marchés découvrir à nouveau les prix par eux-mêmes. Elle mettra plutôt les prix là où elle les veut. Ce qui veut dire des taux d'intérêt à des niveaux de plus en plus bas... et des actifs à des sommets vertigineux.

Mario Draghi, de son côté, est confronté à une récession en triple creux en Italie, une économie stagnante en France et une croissance négative en Allemagne. Bloomberg, à nouveau, nous dit ce qu'il a en tête :

"[...] selon Patrick Spencer, responsable des ventes d'actions chez Robert W. Baird & Co. à Londres, 'Draghi a clairement laissé entendre qu'il se tient prêt avec de nouvelles mesures pour stimuler la croissance, et cela contribue à améliorer le sentiment général'."

Quant à Shinzo Abe, le Premier ministre japonais, il semble prêt à tout et n'importe quoi au nom de l'augmentation de l'inflation et du PIB — y compris encourager les femmes à abattre des arbres ! (Inutile de nous accuser de sexisme. Nous n'avons rien contre les femmes faisant de durs travaux, bien au contraire. Mais si on pouvait augmenter la prospérité en multipliant le nombre de bûcheronnes, la moitié des femmes du monde porterait déjà chemise à carreaux et salopette).

Shinzo, Janet, Mario...

A coup sûr, un magazine intelligent est en train de préparer un article de couverture quelque part...

Nous avons un titre à leur suggérer : "Le Comité pour détruire le monde".

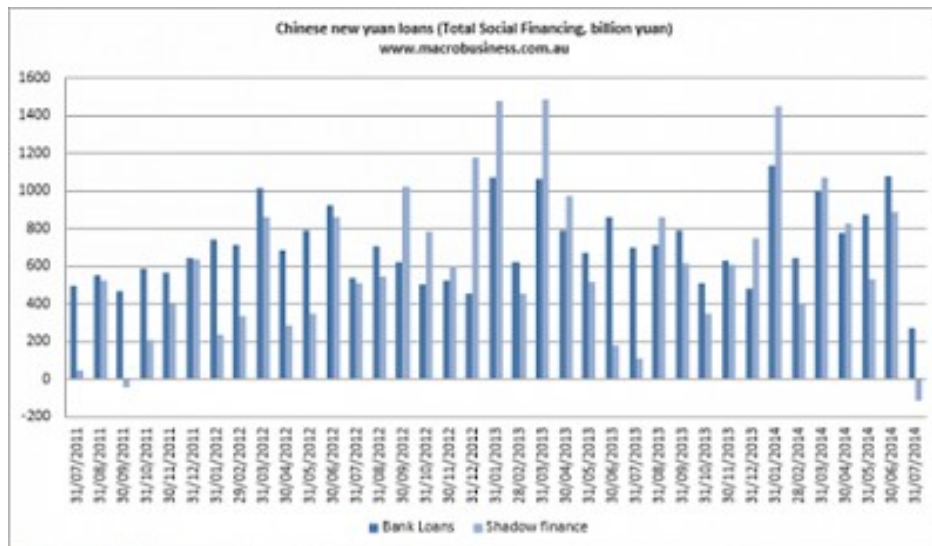
L'expansion du crédit s'effondre en Chine

Par Mish - *Global Economic Analysis*
Publié le 28 août 2014

Un signal d'alarme vient de retentir en Chine suite à la publication des chiffres du crédit de juillet par *Macro Business Australia*. [Le secteur chinois du crédit vient de s'effondrer](#), et le système bancaire parallèle aussi.

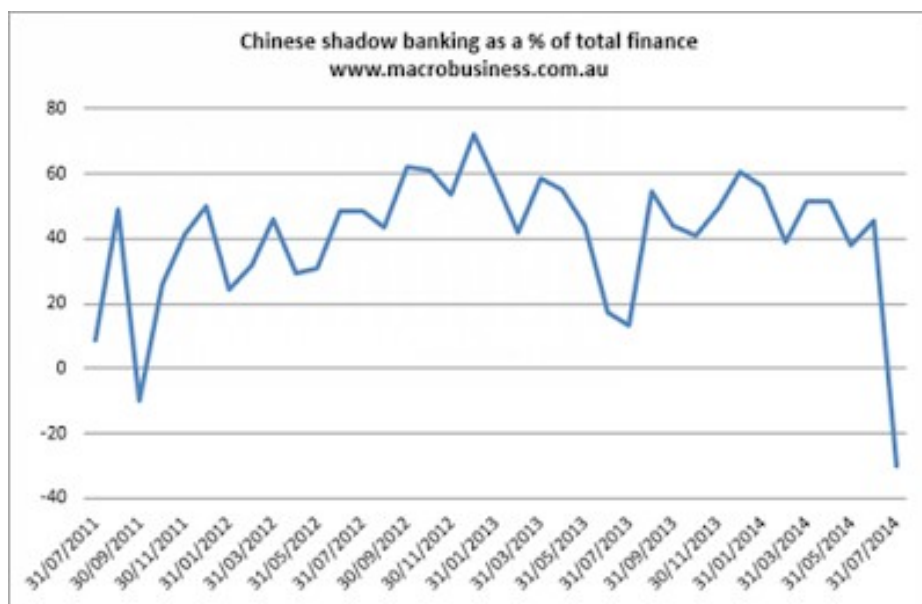
Voici quelques graphiques.

Prêts en yuans



Les nouveaux prêts se sont élevés à 385,2 milliards de yuans, contre 780 milliards attendus.

Système bancaire parallèle



Le financement social s'élevait à 273 milliards de yuans contre les 1.500 milliards attendus, et était auparavant de 1.970 milliards de yuans, ce qui implique que le crédit du système bancaire parallèle se soit contracté de 112 milliards de yuans en un mois.

Un effondrement record des dépôts bancaires

Bloomberg a publié cet article : [China Record Bank-Deposit Slump in July Erodes Lending Capacity.](#)

En Chine, les dépôts bancaires en yuans se sont effondrés au mois de juillet pour atteindre un nouveau record à la baisse, érodant la capacité des créanciers à étendre le crédit à une heure où la deuxième économie du monde présente des signes de ralentissement.

Les dépôts en yuans ont chuté de 1,98 trillion de yuans (321 trillions de dollars) en un mois pour passer à 111,62 trillions de yuans. Il s'agit du plus gros déclin mensuel enregistré depuis 2000.

Le plongeon du crédit le mois dernier et les prêts en yuans s'élevant à moins de la moitié des estimations souligne le risque d'un ralentissement économique en parallèle au ralentissement du marché immobilier.

L'expansion du crédit ralentit brusquement en Chine

Voici un extrait d'un article publié par le Wall Street Journal intitulé [China Credit Growth Declines Sharply](#).

L'expansion du crédit a brusquement ralenti en Chine au mois de juillet, après avoir enregistré une hausse au mois de juin, ce qui souligne l'inquiétude de Pékin face aux conséquences d'une accumulation rapide de dette au sein de la deuxième économie du monde.

La croissance des prêts bancaires et du crédit a enregistré ses performances les plus médiocres en plus de quatre ans, bien que le déclin du crédit semble refléter la décision de la banque centrale chinoise de juin dernier de contrôler la hausse du crédit. Certains analystes pensent que la situation reflète également la perte d'appétit des banques pour le risque.

La banque centrale chinoise a publié un communiqué de presse à la suite de la publication des chiffres du crédit. Le ralentissement du mois de juillet est encore considéré « raisonnable », et le crédit devrait continuer de s'étendre au cours de ces prochains mois. Les marchés des actions en Chine et à Hong Kong ont chuté suite à la publication des chiffres de juillet.

Le brusque déclin du crédit est lié à un ralentissement des prêts bancaires ainsi qu'à un déclin des financements accordés par les sociétés non-bancaires qui fait suite à la décision de Pékin de combattre les activités du secteur bancaire parallèle.

« Si le crédit continuait de décliner au cours de ces prochains mois, l'économie s'en trouvera affectée », a déclaré Li Wei, économiste chez Standard Chartered.

En revanche, l'expansion combinée du crédit enregistrée aux mois de juin et

de juillet n'est pas si éloignée des niveaux historiques, ce qui pousse à croire que les chiffres de juillet puissent être liés à une correction de la forte croissance enregistrée en juin. Attendez-vous à lire plus de rapports à ce sujet ainsi que d'autres concernant une baisse du PIB de la Chine si le pays tentait de rééquilibrer son économie – ce qu'elle pourrait être forcée de faire.

BCE : Tel est pris qui croyait prendre

Posté le 26 août 2014 par Bcolmant

La question sémantique qui anime le débat politique est de savoir s'il faut stimuler la demande ou l'offre.

En termes plus concrets, faut-il soutenir la consommation privée au moyen d'une intervention publique ou faut-il, au contraire, rendre les entreprises plus compétitives afin de stimuler indirectement la demande intérieure.

Tout économiste sérieux sait qu'il faut, en les temps présents, stimuler la demande et l'offre, mais avec une préséance : l'urgence de la situation exige de stimuler la demande avant que l'offre devienne plus compétitive.

Mais ce débat en cache un autre : il faut désormais inverser les politiques d'austérité, à tout le moins dans les pays faibles de la zone euro au sein desquels la demande est tellement contrariée qu'elle conduit à la déflation.

De plus, au cours des dernières années, les politiques budgétaires et monétaires se sont combinées pour aboutir au manque de croissance et à la déflation.

La BCE est désormais dans un cul-de-sac : elle exige que les Etats-membres fassent des réformes (qui vont inmanquablement contrarier la demande intérieure) en sachant que ces mêmes réformes vont aussi annuler le stimulant monétaire que cette même BCE devra injecter.

D'ailleurs, la BCE finira par réescompter des dettes publiques et différents actifs privés, ce qui constitue la négation des postulats énoncés il y a trois ans. Les américains, anglais et japonais l'ont fait.

Tout ceci était prévisible : on ne résout jamais une crise d'endettement public par l'austérité.

C'est le contraire qu'il faut faire, même si cela apparaît contre-intuitif.

Les années Trente nous l'ont enseigné.

Et finalement, ce sera la BCE qui demandera de limiter les politiques d'austérité afin que la demande intérieure soit assouplie et que la déflation soit atténuée.

La France... toujours en faillite !

28 août 2014 | [Simone Wapler](http://la-chronique-agera.com/france-faillite/) | <http://la-chronique-agera.com/france-faillite/>

▪ Si vous aviez à choisir, que préféreriez-vous : un capital ou bien une rente éternelle, en constante augmentation quoiqu'il arrive ?

Les jeunes aventureux forts de l'espoir de conquérir le monde répondront avec fougue "un capital !" ... mais les plus anciens opteront pour la rente éternelle en constante augmentation, surtout s'ils ont déjà conquis le monde.

Figurez-vous que c'est exactement ainsi que vit le système financier actuel qui a conquis le monde : grâce à une rente éternelle en constante augmentation — rente que vous, contribuable, fournissez. C'est une pratique qui s'est mise en place progressivement de façon indolore grâce au système politique le plus populaire qui soit : la démocratie.

Prenons le cas de la France qui, je vous rassure, n'est pas une exception. Sauf si vous vivez dans un abri antiatomique et/ou exclusivement d'amour et d'eau fraîche, vous n'êtes pas sans ignorer que nous avons un petit problème de dette publique. Cette dette publique est devenue monstrueuse à un tel point que le capital ne sera pas remboursable. Avec 2 000 milliards d'euros de passif pour un PIB du même ordre et une croissance qui semble bien s'être évanouie à l'horizon, il faudrait que chacun accepte de se serrer la ceinture durant des décennies ou bien que tous les épargnants acceptent de donner tout leur argent à nos créanciers étrangers.

La première solution est politiquement inacceptable. Personne n'a jamais été élu sur le programme "de la sueur, du sang et des larmes". La deuxième solution, le sacrifice des épargnants, ne sera pas — vous en conviendrez — un noble geste spontané de téléspectateur du Téléthon ému par la détresse nationale. Elle demandera plutôt une intervention musclée de la force publique.

En réalité, la France est un zombie financier. Un zombie financier est une créature qui donne les apparences de la vie financière, en s'acquittant des intérêts de sa dette mais qui est financièrement mort (c'est-à-dire en faillite)

car elle est incapable de rembourser le capital. Le capital a déjà été croqué et les revenus tirés du bon peuple ne suffisent pas, ou tout juste, au train de vie du zombie qui doit pouvoir toujours emprunter plus. Dans un système capitaliste normal, les taux d'intérêt augmentent en fonction du risque. Un zombie financier finit alors par mourir, asphyxié par les taux d'intérêt. A un moment donné, plus personne ne veut lui prêter son argent durement gagné ; en regardant ses revenus, ses encours de prêts et ses intérêts qui s'envolent n'importe quel guichetier de banque lui coupe les vivres. Le zombie éradiqué, les derniers prêteurs imprudents prennent leurs pertes et tout est bien qui finit mal.

▪ **Pour les banques, le capital n'a aucune valeur**

Le capitalisme de copinage n'a pas peur des zombies financiers Etatiques. Bien au contraire, ce sont eux qui prodiguent aux banques leurs rentes éternelles. L'important n'est plus le capital. Aujourd'hui le capital est très simple à obtenir : il suffit d'avoir une licence de banque commerciale accordée par un gentil Etat endetté et de créer une ligne de crédit. Avec deux ou trois euros de "fonds propres" vous pouvez créer 100 euros de crédit qui deviendront le "capital" de quelqu'un. L'important c'est la rente qui doit continuer à tomber coûte que coûte.

Malgré la baisse des taux d'intérêt qui continue depuis des années, la rente est là car il suffit d'augmenter le montant du prêt. Pour payer les intérêts, l'Etat — qui est presque immortel — taxe ses citoyens. Ce merveilleux système permet aux politiciens professionnels de financer leurs surenchères de promesses électorales stupides.

	2002	2014	Evolution
Taux d'emprunt à 10 ans de la France	5%	2%	÷ 2,5
Montant de la dette publique en milliards d'euros	850	1 925	× 2,26
Dettes publiques et privées détenues par les créanciers étrangers (milliards de	1 730	5 750	× 3,32

dollars)			
----------	--	--	--

Ainsi, en 12 ans, la dette publique de la France a été multipliée par 2,26 tandis que le taux d'intérêt a été divisé par 2,5. "Eh mais ça ne colle pas", me direz-vous, ô lecteur sagace et attentif que je remercie de m'avoir suivie jusqu'ici, "il faudrait plus de dettes publiques pour vraiment garantir la rente".

Je vous l'accorde, ce tableau ne donne que les grandes lignes : le taux de l'obligation de l'Agence France Trésor (OAT) à 10 ans qui est le plus emblématique et sert de référence, mais le stock de dette a des échéances et des niveaux d'intérêt variables. Et puis derrière le wagon de la dette publique s'accrochent les wagons de dettes des entreprises financières, des autres entreprises privées et des particuliers. Au total, les créanciers étrangers en ont bien trois fois. La rente tombe, tout va bien...

Mais vous avez déjà compris qu'il y a deux problèmes.

▪ **Avec des taux à presque zéro, il faut un montant de dettes presque infini pour garantir la rente**

Le premier problème est celui des limites ; si les taux des emprunteurs réputés les plus sûrs descendent presque à zéro, le stock de dette nécessaire pour assurer la rente tend vers l'infini. Ce n'est pas possible.

Prenez l'Allemagne par exemple : son budget est équilibré et elle n'émet pas de dette nouvelle. Pour conserver leurs rentes, les banques sont donc contraintes de chercher des taux plus élevés — c'est-à-dire à prendre de plus en plus de risques. Ces risques sont pourtant de moins en moins bien payés que par le passé puisque l'ensemble des taux baisse. Plus les taux baissent, plus le système financier devient dangereux.

▪ **La déflation menace la rente perpétuelle**

Le deuxième problème survient lorsque notre zombie financier voit ses revenus baisser. Voilà pourquoi le mot de déflation fait si peur aux Etats et aux banques : la déflation signifie une perte de revenus pour l'Etat taxateur. Celui-ci n'a alors que trois solutions :

- Emprunter pour payer les intérêts (alors qu'avant il empruntait pour rembourser le principal et le déficit !). Ceci risque de faire peur et de faire monter les taux.

- Faire défaut sur la rente ce qui entraîne la Grande apocalypse financière.
- Nationaliser l'épargne disponible afin de satisfaire les prêteurs.

Aujourd'hui la France emprunte beaucoup, à des taux très bas, mais elle est au bord de la déflation. La rente perpétuelle des créanciers est donc menacée. Voilà pourquoi votre épargne est en danger : il me paraît improbable que les étrangers acceptent de nous prêter pour payer les intérêts d'une dette devenue incontrôlable.

Les aides massives des banques centrales aux grandes banques privées

Blog de la résistance Eric Toussaint Mondialisation.ca 27 août 2014



Mais banques centrales et grandes banques privées ne sont qu'une seule et même entité, une seule et même banque, au final ; Ceux qui possèdent la FED par exemple (ses actionnaires), sont ceux qui possèdent les grandes banques privées qui la composent : c'est un faux paradigme, dans ce qui est un immense jeu de vases communicants ; dans lequel une poignée d'élus jouissent du privilège suprême : celui de la création monétaire ; **Revue de presse 2013-2014 Z@laresistance (spécial été)**

===

Résumé : Depuis l'éclatement de la crise bancaire en 2007, les banques centrales des pays les plus industrialisés prêtent massivement aux banques à des taux d'intérêt très bas afin d'éviter des faillites, permettant aux grandes banques qui en bénéficient d'économiser des sommes considérables en termes de remboursement des intérêts.

La Fed achète massivement aux banques des États-Unis des produits structurés hypothécaires, la BCE n'achète pas jusqu'ici de produits structurés

mais elle accepte que les banques les déposent comme collatéraux, autrement dit comme garantie, des prêts qu'elle leur octroie.

Les gouvernements, quant à eux, apportent leurs garanties et injectent massivement des capitaux afin de recapitaliser les banques.

Les banques systémiques savent qu'en cas de problème, du fait de leur taille et du risque que représenterait la faillite de l'une d'elles (« too big to fail »), elles pourront compter sur le soutien des États qui les renfloueront sans sourciller.

Les gouvernements empruntent sur les marchés financiers en émettant des titres de la dette publique souveraine. Ils confient la vente de ces titres aux grandes banques privées. Les banques bénéficient par ailleurs de baisse d'impôts sur les bénéfices.

De plus, au sein de la zone euro, les banques jouissent du monopole du crédit destiné au secteur public.

À partir de 2007, les gouvernements et les banques centrales des pays occidentaux les plus industrialisés plongés dans la plus grande crise économique depuis les années 1930 ont donné la priorité absolue au sauvetage des banques privées et au système financier qui les entoure (sociétés d'assurances, fonds de placement, fonds de pensions privés...) [\[1\]](#). Le sauvetage des banques est réalisé aux dépens de l'écrasante majorité de la population (les 99 %). Les pouvoirs publics ont tout fait pour maintenir les principaux privilèges des banques privées et pour laisser intact leur pouvoir. Le coût du sauvetage est énorme : explosion de la dette publique, perte de recettes fiscales, forte restriction des prêts aux ménages et aux PME, poursuite des activités spéculatives et aventureuses qui, dans certains cas, ont nécessité de nouveaux sauvetages coûteux.

Les prêts massifs des banques centrales aux banques privées

Depuis l'éclatement de la crise bancaire en 2007, les grandes banques centrales des pays les plus industrialisés (BCE, Banque d'Angleterre, Fed aux États-Unis, Banque nationale de Suisse, Banque du Japon) prêtent massivement aux banques à des taux d'intérêt très bas afin d'éviter des faillites. Sans cette ligne de crédit illimitée, une grande partie des banques serait en cessation de paiement car les sources habituelles de financement se sont taries, les prêts interbancaires ont fondu (car les banques se méfient les

unes des autres), les ventes d'obligations bancaires sont très faibles, et les prêts au jour le jour assurés par les *money market funds* sont aléatoires (voir encadré). Le cumul des prêts des banques centrales aux banques privées depuis 2007 dépasse de loin la somme de 20 000 milliards de dollars. Comme cette manne de crédits est prêtée à un taux d'intérêt très bas, cela permet aux grandes banques qui en bénéficient d'économiser des sommes considérables en termes de remboursement des intérêts.

Qu'est-ce que les Money Market Funds ? Les *Money Market Funds* (MMF) sont des sociétés financières des États-Unis et d'Europe, très peu ou pas du tout contrôlées ni réglementées car elles n'ont pas de licence bancaire. Ils font partie du *shadow banking*, la banque de l'ombre. En théorie, les MMF mènent une politique prudente mais la réalité est bien différente.

L'administration Obama envisage de les réglementer car, en cas de faillite d'un MMF, le risque de devoir utiliser des deniers publics pour les sauver est très élevé. Les MMF suscitent beaucoup d'inquiétude vu les fonds considérables qu'ils gèrent et la chute depuis 2008 de leur marge de profit. En 2012, les MMF états-uniens maniaient 2 700 milliards de dollars de fonds, contre 3 800 milliards en 2008. En tant que fonds d'investissement, les MMF collectent les capitaux des investisseurs (banques, fonds de pension...). Cette épargne est ensuite prêtée à très court terme, souvent au jour le jour, à des banques, des entreprises et des États. Dans les années 2000, le financement par les MMF est devenu une composante importante du financement à court terme des banques. Parmi les principaux fonds, on trouve Prime Money Market Fund, créé par la principale banque des États-Unis JP Morgan, qui gérait, en 2012, 115 milliards de dollars. La même année, Wells Fargo, la 4e banque aux États-Unis, gérait un MMF de 24 milliards de dollars. Goldman Sachs, la 5e banque, contrôlait un MMF de 25 milliards de dollars. Sur le marché des MMF en euros, on trouve de nouveau des sociétés états-uniennes : JP Morgan (avec 18 milliards d'euros), Black Rock (11,5 milliards), Goldman Sachs (10 milliards) et des européennes avec principalement BNP Paribas (7,4 milliards) et Deutsche Bank (11,3 milliards) toujours pour l'année 2012. Certains MMF opèrent également avec des livres sterling. Bien que Michel Barnier,

commissaire européen en charge des marchés financiers, ait annoncé vouloir réglementer le secteur, jusqu'à aujourd'hui rien n'a été mis en place. Encore des déclarations d'intention qui ne sont pas suivies d'effet [2].

L'agence de notation Moody's a calculé que pendant la période 2007-2009, 62 MMF ont dû être sauvés de la faillite par les banques ou les fonds de pensions qui les avaient créés. Il s'agit de 36 MMF opérant aux États-Unis et 26 en Europe, pour un coût total de 12,1 milliards de dollars. Entre 1980 et 2007, 146 MMF ont été sauvés par leurs sponsors. En 2010-2011, toujours selon Moody's, 20 MMF ont été renfloués [3]. Cela montre à quel point ils peuvent mettre en danger la stabilité du système financier privé.

En dehors de ces financements directs, les banques centrales utilisent d'autres moyens pour venir en aide aux banques privées.

Ainsi, la Fed achète massivement aux banques des États-Unis des produits structurés hypothécaires (*Mortgage Backed Securities*). Entre 2008 et début 2014, elle en a acheté pour un peu plus de 1 500 milliards de dollars [4]. En 2012-2013, elle a acheté chaque mois aux banques et aux agences immobilières [5] qui garantissent les crédits hypothécaires pour 40 milliards de dollars de ces produits largement toxiques, afin de les soulager de ce fardeau. Fin 2013, elle a commencé à réduire ces achats qui s'élevaient en mars 2014 à 35 milliards de dollars par mois. En octobre 2014, la Fed détiendra 1 700 milliards \$ de MBS soit environ 21 % du volume total de ces produits toxiques [6]. C'est énorme.

La BCE n'achète pas de produits structurés mais elle accepte que les banques les déposent comme collatéraux, autrement dit comme garantie, des prêts qu'elle leur octroie. Pendant la période 2010-2013, la quantité de produits structurés (ABS) déposés par les banques auprès de la BCE a oscillé entre 325 et 490 milliards d'euros.

La BCE achète également des obligations (*covered bonds*) émises par les banques privées pour se financer [7]. Il s'agit d'une aide fort importante de la BCE aux banques qui rencontrent de graves problèmes pour se financer sur les marchés. Cette aide est carrément passée sous silence dans les médias. Depuis l'éclatement de la crise, la BCE a acheté pour 76 milliards d'euros

de *covered bonds*, 22 milliards sur le marché primaire et 54 milliards sur le marché secondaire. Il faut souligner que la BCE a acheté notamment des *covered bonds* qui ont une mauvaise notation (BBB-), ce qui veut dire que les agences de notation n'avaient pas confiance dans la santé des banques qui les ont émis. À la date du 18 mars 2014, la BCE détenait pour 52 milliards d'euros de *covered bonds* des banques. C'est un montant très important si on le compare au volume des émissions de ces obligations par les banques. En 2013, il ne s'est élevé qu'à 166 milliards d'euros, en chute de 50 % par rapport à 2011 [8].

Les aides des gouvernements consistent en garanties et en injections de capitaux afin de recapitaliser les banques. Pour la période d'octobre 2008 à décembre 2011, 1 174 milliards d'euros (soit 9,3 % du PIB de l'UE [1]) de garanties ont été accordées par les gouvernements de l'Union européenne pour assumer les dettes bancaires en cas de nécessité. Il faut y ajouter 442 milliards d'euros (3,5 % du PIB de l'UE) d'injections de capitaux publics dans le capital des banques. En 2012 et en 2013, les recapitalisations ont continué : environ 40 milliards d'euros en Espagne rien qu'en 2012, plus de 50 milliards d'euros en Grèce, une vingtaine de milliards d'euros à Chypre, 4 milliards d'euros supplémentaires pour Dexia en Belgique, 3,9 milliards d'euros pour Monte dei Paschi en Italie, 3,7 milliards d'euros aux Pays-Bas pour la banque SNS, 4,2 milliards d'euros au Portugal, sans oublier l'Irlande, la Slovénie, la Croatie. La quasi faillite de la principale banque portugaise Banco Espírito Santo en juillet 2014 a également un coût pour l'État portugais. Il faut préciser que ces aides directes apportées par les gouvernements l'ont généralement été sans que soit exigée en contrepartie l'entrée des représentants des États dans les conseils d'administration des banques en vue de contrôler l'utilisation des fonds mis à disposition [2].

Un petit calcul approximatif peut donner une idée de l'importance des injections de capitaux si on compare le volume de celles-ci au capital dur des banques. Les 20 plus grandes banques européennes ont en 2012 des actifs de l'ordre de 23 000 milliards d'euros, si on considère qu'en moyenne leur capital dur représente 3 % des actifs, le capital dur total s'élève grosso modo à 700 milliards d'euros. Si on prend en compte que les pouvoirs publics européens ont réalisé en quelques années des injections de capitaux dans ces 20 grandes banques pour 200 milliards d'euros (il faudrait faire un calcul précis prenant en compte les injections dans des banques comme Fortis qui

ont été rachetées par BNP Paribas), on se rend compte que l'apport est tout à fait impressionnant.

Par ailleurs, se référant aux garanties octroyées par les États aux grandes banques trop grandes pour faire faillite, certains auteurs parlent de subsides implicites aux grandes banques et en dénoncent les effets pervers (voir encadré).

Les grandes banques bénéficient de subsides implicites.

Les banques systémiques savent qu'en cas de problème, du fait de leur taille et du risque que représenterait la faillite de l'une d'elles (« too big to fail »), elles pourront compter sur le soutien des États qui les renfloueront sans sourciller, et ce, quoi qu'elles aient fait (on parle ici d'aléa moral).

Cela, les créanciers de ces banques le savent également. Cela constitue donc pour eux une incitation à prêter aux banques puisqu'il n'y a pas, en principe, de risque pour eux. Les créanciers savent en effet que, dans l'hypothèse où elles feraient faillite, ils n'auraient pas à en subir les coûts, dans la mesure où ceux-ci seraient assumés par l'État, agissant en tant que garant en dernier ressort. Cette situation caractérisée par un risque d'impayé très faible pour le prêteur, permet aux banques emprunteuses de négocier des taux bas (puisque le niveau du taux est proportionnel au niveau de risque).

Le montant des subsides implicites représente le coût d'intérêts supplémentaires que les banques auraient dû verser à leurs prêteurs dans l'hypothèse où elles n'auraient pas bénéficié de la garantie de l'État.

Les Verts européens ont estimé que le subside implicite offert par les pouvoirs publics aux grandes banques européennes s'est élevé, pour la seule année 2012, à 233,9 milliards d'euros. Ils étayent ce calcul sur la base d'une étude rigoureuse qu'ils ont fait réaliser [\[3\]](#).

Cette garantie implicite a des effets pervers :

- Elle pousse les grandes banques à continuer à prendre des

risques exagérés.

- Elle favorise la concentration des grandes banques, car les petits établissements ne bénéficiant pas d'une telle garantie sont obligés de se financer à des coûts plus élevés et en cas d'exacerbation de la concurrence, les petits établissements moins rentables peuvent être amenés à disparaître ou à se faire racheter par leurs concurrents.
- Enfin, ces gains sont entièrement privatisés et ne bénéficient pas à la collectivité publique.

Il faut également mentionner d'autres formes d'aides des gouvernements aux banques :

Les gouvernements empruntent sur les marchés financiers en émettant des titres de la dette publique souveraine. Ils confient la vente de ces titres à de grandes banques privées, appelées les *primary dealers* (les banques choisies comme *primary dealers* font en règle générale partie des 30 plus grandes banques internationales [\[4\]](#)) qui y trouvent une source de revenus. Ensuite, via la banque centrale, ces gouvernements rachètent aux banques sur le marché secondaire une partie des titres qui ont été vendus sur le marché primaire via les banques *primary dealers*. Fin janvier 2014, on trouvait dans le bilan de la banque centrale des États-Unis, 2 228 milliards de dollars de bons du Trésor achetés aux banques. Dans le bilan de la Banque d'Angleterre, à la date du 13 mars 2014, on trouvait pour 371 milliards de livres sterling de gilts [\[5\]](#), i.e. des bons du trésor britannique, achetés également sur le marché secondaire, et dans le bilan de la BCE, à la date du 31 décembre 2013, on trouvait pour 185 milliards d'euros de titres souverains italiens, espagnols, irlandais, grecs et portugais, tous acquis également auprès des banques sur le marché secondaire [\[6\]](#).

La baisse des impôts sur les bénéficiaires effectivement payés par les banques. Elles ont déclaré des pertes en 2008 et 2009 (parfois pour d'autres années) qui leur permettent d'éviter de payer des impôts pendant plusieurs années. En effet, les pertes sont reportées sur les années suivantes, ce qui permet du coup de réduire fortement les impôts versés aux États. Il est probable que BNP Paribas va tenter d'arnaquer le fisc de la France en comptabilisant comme perte l'amende de 9 milliards de dollars qu'elle va payer aux États-Unis. Cela lui permettra de verser moins d'impôts. Il est possible que le gouvernement

français va couvrir ce forfait car il est étroitement lié aux patrons des banques.

Le refus des gouvernements de condamner des banques considérées comme « trop grandes pour être condamnées » [7]. Depuis 2007-2008, aucune banque de l'Union européenne, d'Amérique du Nord ou du Japon, quelle que soit la gravité des délits et abus commis, ne s'est vue retirer la licence bancaire (c'est-à-dire le droit d'exercer le métier de la banque), les amendes payées sont mineures [8] et permettent aux banques d'éviter une condamnation en bonne et due forme. Aucun dirigeant de banque n'a été emprisonné (sauf en Islande qui ne fait pas partie de l'UE) ou n'a fait l'objet d'une interdiction d'exercer la profession. Les seules condamnations concernent des agents ou des employés de la banque qui, la plupart du temps, sont condamnés pour avoir porté préjudice à leur banque. On a pu le vérifier avec quelquestraders, comme Jérôme Kerviel, qui ont joué le rôle de bouc émissaire. En adoptant cette attitude laxiste à l'égard des banques, les États encouragent et laissent prospérer l'aléa moral.

Le refus de prendre des mesures véritablement contraignantes qui imposent aux institutions financières une authentique discipline afin d'éviter la reproduction de crises bancaires [9].

Le refus de forcer les banques qui reçoivent les prêts de la BCE à les utiliser pour octroyer du crédit aux ménages et aux PME (qui constituent les principaux employeurs) et pousser à la relance de l'économie. Les banques ont tout le loisir d'utiliser les prêts reçus comme bon leur semble et sans que cela ait un impact positif pour l'économie réelle. La preuve : les crédits aux entreprises, en particulier les PME, ont baissé en 2012 et en 2013. Du coup, la BCE a annoncé en juin 2014 que lors de ses prochains crédits à long terme aux banques, elle exigera que ceux-ci crédits soient utilisés pour octroyer des prêts aux entreprises et aux ménages. On verra si elle mettra en pratique cette promesse.

La monnaie (II) La machine à concentrer la richesse

28 août 2014 par Paul Jorion |

À paraître à l'Institut Momentum.

La machine à concentrer la richesse

La *machine à concentrer la richesse* combine les effets de la propriété privée des moyens de production, du prêt à intérêt et de la spéculation. Elle est mue par deux dynamiques indépendantes qui sont toutes deux à l'œuvre dans notre capitalisme contemporain mais qui peuvent en réalité parfaitement fonctionner indépendamment l'une de l'autre et qui l'ont fait effectivement à certaines époques : ce sont la *rente* sous ses formes diverses que sont les intérêts, les loyers, les dividendes, les droits intellectuels, etc. et la *spéculation* au sens étroit qu'a le mot en finance, à savoir les paris à la hausse ou à la baisse sur le prix des produits financiers (ancien article 421 du Code pénal, abrogé en 1885).

Le capitalisme en tant que tel est intrinsèquement lié à la *rente* : le *capital* est une ressource prêtée par son propriétaire et qui donne droit à une rente. Mais il n'y a pas de lien consubstantiel entre capitalisme et *spéculation*. La spéculation n'a été autorisée en France qu'en 1885, époque où ont été abrogées les lois qui l'interdisaient jusque-là. Le capitalisme fonctionnait de manière satisfaisante alors même que la spéculation était interdite et leur sort n'est donc nullement lié.

La manière dont rentes et spéculation contribuent à la *machine à concentrer la richesse* sont très différentes.

La rente alimente la *machine à concentrer la richesse* selon la logique que l'on capture bien en disant que « l'argent appelle l'argent ». Celui qui dispose d'une ressource dont il peut se passer parce qu'elle n'est pas immédiatement nécessaire à sa survie, la prête contre intérêts (contre *dividendes* dans le cas d'actions). Si la somme lui est remboursée comme promis, il disposera d'une somme plus importante parce qu'elle aura grossi des intérêts accrus, somme qu'il pourra à nouveau prêter, collectant des intérêts plus importants puisque portant sur une plus grosse somme, etc.

Keynes appelait cela « le miracle de l'intérêt composé ». Il donnait l'exemple d'une livre sterling subtilisée au trésor de la Grande Armada espagnole par Francis Drake en 1580 qui, placée à l'époque à du 3,5%, aurait valu 100.000 livres en 1930.

La concentration de la richesse qui découle de la spéculation est due au fait que des financiers s'engagent dans des paris entre eux, que l'un gagnera et l'autre perdra. Une simulation informatique d'un marché boursier que j'avais conçue en 2006 montrait une rapide concentration de la richesse. Les années

récentes ont attiré l'attention sur un autre moyen qu'a la spéculation de concentrer la richesse : si le parieur qui perd son pari est jugé « systémique », c'est-à-dire jouant un rôle à ce point stratégique au sein du système financier que sa chute entraînerait le système tout entier à sa suite, la communauté interviendra pour le tirer d'affaire au cas où il ne pourrait pas faire face à ses obligations. Ainsi la chute de la compagnie d'assurance AIG (*American International Group*) en septembre 2008, qui avait organisé des paris sur la santé des institutions financières par le biais de l'instrument financier appelé *Credit-default Swap* (CDS), a obligé les autorités à la sauver aux frais du contribuable pour un montant total de 105 milliards de dollars.

Prêts à la production et prêts à la consommation

On distingue une simple somme d'un *capital* parce qu'un *capital* présente la particularité d'avoir été déplacé : il s'agit d'une somme qui se trouvait à un certain endroit, pour être ensuite prêtée – et c'est cela qui fait d'elle un *capital* – et qui sera ensuite remboursée. Elle aura donné lieu à intérêts durant la période où elle aura été prêtée.

Lorsqu'un capital donne lieu à intérêts, deux cas de figure sont envisageables selon que les intérêts sont perçus sur une richesse qui a été nouvellement créée grâce à ce capital ou s'ils sont perçus sur une richesse déjà existante.

L'intérêt lié à la *production* découle de ce que Proudhon (1809 – 1865) caractérisait comme la mise ensemble de ressources diverses comme de la terre arable, des machines ou de l'argent, un investissement en travail humain et la présence de ce qu'il appelait les *aubaines* : la générosité de la terre envers nous ses habitants, sous la forme de minerai ou de combustibles fossiles enfouis dans les profondeurs du sol, sous la forme d'énergie solaire, ou produite par le vent, l'eau qui s'écoule par gravité ou les marées, etc.

Si je plante un grain et qu'il en advient un épi qui portera vingt grains, le surplus de 19 grains pourra être redistribué selon les termes du rapport de force entre les parties impliquées : ceux qui ont prêté de l'argent, prêté de la terre, acheté des machines, fourni du travail. Le surplus de 19 grains est une nouvelle richesse créée qui aura permis en particulier le versement d'intérêts si de l'argent avait été prêté. Toutes les ressources qui auront été prêtées constituent un *capital*, qui sera récompensé par le versement d'une rente

perçue sur la nouvelle richesse créée. Le versement de *dividendes* si le capital a été investi dans l'achat d'actions de sociétés est un phénomène exactement du même ordre : le partage d'une nouvelle richesse qui a été créée grâce au capital avancé. Le rapport de force entre les prêteurs et ceux qui auront contribué au processus productif sous la forme d'un apport en travail peut être déséquilibré et critiquable à ce titre mais personne n'aura été lésé au sens où son apport n'aurait été pas reconnu en tant que tel en étant récompensé.

L'intérêt lié à la *consommation* est différent de ce point de vue : celui qui emprunte pour la consommation immédiate ou pour se pourvoir d'un équipement au sein d'un ménage, comme un logement, une automobile, etc. ne versera pas les intérêts à partir d'une nouvelle richesse créée mais le plus souvent en hypothéquant de futurs salaires : en consacrant au paiement de ces intérêts la rémunération à venir de son travail.

C'est la distinction entre intérêts versés parce qu'ils ont été perçus ou non sur une nouvelle richesse créée qui avait conduit les docteurs de l'Église au Moyen Âge à distinguer les deux sur le plan éthique : l'*usure*, qui était interdite, ne renvoyait pas selon la signification que le terme a aujourd'hui à un taux d'intérêt jugé excessif mais plus simplement à ce que j'appelle l'intérêt lié à la *consommation* : celui dont les versements ne seront pas puisés dans une nouvelle richesse créée mais en hypothéquant de futurs revenus du travail. L'interdiction de l'*usure*, d'un versement d'intérêts dans ce que nous appelons aujourd'hui le « prêt à la consommation », et qui nous paraît bien innocent, se justifiait par sa dimension de contrainte : celui qui emprunte pour assurer sa consommation n'a pas d'autre choix, il y est forcé par les circonstances et il serait injuste de le pénaliser en sus en l'obligeant à verser des intérêts.

Le partage du surplus

Le paysan qui dispose de sa terre et qui plante du blé non pas dans une logique commerciale mais simplement en vue d'assurer la subsistance de sa famille, plantera un nombre de grains tel que le surplus généré par les épis qui croîtront couvrira les besoins de son ménage. Tout ce qu'il aura produit sera consommé par lui et les siens et, mis à part les besoins de ses enfants qui augmenteront quelque peu au fil des ans, ses besoins d'une année sur l'autre seront à peu près constants. Nul besoin de croissance significative pour leur

survie à tous.

Imaginons maintenant que ce paysan ne soit pas propriétaire de sa terre, et qu'il soit obligé de la louer. La location est une forme de contrat moderne, où le prêteur obtient une compensation sous la forme d'une rémunération d'un montant fixe. La formule traditionnelle dans le monde de l'agriculture et de la pêche, à peu près partout dans le monde, dans les milieux modernes aussi bien que traditionnels, est celle du *métayage* où, à la différence de la location, la rémunération du *capitaliste* se fait sur la base d'un risque partagé entre l'emprunteur de la ressource et son prêteur. La rémunération dans le cadre du métayage est sur la base de la « part ». Une formule classique est celle du « cinquante / cinquante » : 50% de la récolte pour le métayer, 50% pour le propriétaire. Il s'agit là, par exemple, de la formule qui fut appliquée aux esclaves libérés à la suite de la Guerre de Sécession. Il leur avait été promis quarante arpents et une mule. À la place, ils bénéficièrent – si l'on peut dire – du métayage selon la formule « fifty / fifty ».

Le véritable bénéfice du métayer, par rapport au locataire, est dans le partage du risque entre lui et le propriétaire : une récolte importante et la rente qu'il aura à verser sera considérable, mais, au contraire, une faible récolte et il ne devra s'acquitter que de peu.

3 étudiants chiliens inventent le vélo que l'on ne peut pas voler

par Arnaud Lefebvre · 27 août 2014

Trois étudiants chiliens en génie civil ont mis au point une solution pour pouvoir combattre de manière efficace le fléau mondial de vols de vélos, rapporte le journal uruguayen El País. Ce projet prévoit que lors d'un vol, le vélo « Yerka » est endommagé, ce qui le rend inutilisable.

De cette manière, les concepteurs de cette bicyclette, Andrés Roi, Cristobal Babello et Juan José Monsalve, étudiants de l'Université Adolfo Ibanez à Santiago du Chili, espèrent via le Yerka Project offrir aux cyclistes une protection efficace et parvenir à décourager les voleurs. Le vélo des inventeurs chiliens peut être bloqué en 20 secondes et ensuite débloqué pour être de nouveau utilisé.

Les cyclistes doivent prendre des mesures de sécurité de plus en plus grandes **pour empêcher le vol de leur vélo**. Un simple antivol n'est dorénavant plus suffisant pour intimider les voleurs. Grâce au projet Yerka, les étudiants pensent avoir trouvé une solution pour lutter de manière vraiment efficace contre les vols. Le vélo de Roi, Babello et Monsalve est pourvu d'un cadre muni de charnières grâce auxquelles le vélo lui-même peut être attaché à un objet fixe comme un réverbère, sans pour autant devoir utiliser des chaînes ou un antivol. Le vélo lui-même est utilisé comme cadenas et devient son propre antivol.

Les personnes qui voudraient voler ce vélo, avec ce dispositif, seraient obligés de démonter la structure, ce qui le rendrait inutilisable. Ainsi, **la bicyclette ne peut plus être utilisée et le vol perd tout son sens**.



<https://www.youtube.com/watch?v=1pWYu8t5o4o>

Les concepteurs de ce dispositif ont entre-temps construit un prototype de leur vélo, mais ont sollicité un certain nombre de partenaires financiers pour **démarrer une production à grande échelle**. Ils espèrent qu'un premier stock pourra être mis sur le marché d'ici 6 à 8 mois.

LE TOUR DU MONDE DE JEAN-JACQUES NETTER

26 août 2014 IDLiberté

Après la paralysie économique c'est la paralysie politique qui menace

L'éviction/démission d'Arnaud Montebourg, Ministre de l'Economie et du Redressement Productif a été saluée par une hausse de l'indice CAC 40 de

2% et une nouvelle baisse des rendements de la dette française sur les marchés à 1,30% !

Les investisseurs américains qui ont depuis longtemps rebaptisé Montebourg, « Mon Tambour » en ont conclu que la gauche française était en train, avec beaucoup de retard, de tourner la page du socialisme idéologique pour aller vers une social démocratie ouverte sur la réalité économique. Cette conclusion est probablement un peu rapide car malheureusement, l'exécutif n'a plus de majorité pour appliquer une politique qui réclamerait beaucoup de courage politique.

Pour le moment le paquebot France continue de couler. La croissance est quasi nulle, *Moody's*, *l'Agence de Notation* a encore révisé ses prévisions à 0,5% pour 2014 et 0,9% pour 2015. Le nombre de chômeurs dépasse désormais les 5 millions. Il a progressé de 690 000 depuis l'arrivée de François Hollande à L'Elysée. Les marges bénéficiaires des entreprises affichent des taux historiquement bas, le matraquage fiscal des classes moyennes se répercute sur la consommation. La chute historique des taux d'intérêts fait fuir les épargnants de la Caisse d'Epargne et surtout le rendement de l'impôt est très en deçà de ce qui était attendu. L'impôt sur le revenu devrait rapporter en 2013 environ 10Md€ de moins que ce prévoyait le gouvernement. Ce n'est pas une surprise pour tous ceux qui ont compris depuis longtemps que « trop d'impôts tuait l'impôt »

Tout cela amène *Serge Federbusch*, *Président du Parti des Libertés* à prédire que François Hollande n'achèvera pas son quinquennat. Après la paralysie économique, on pourrait s'acheminer vers une paralysie institutionnelle où François Hollande pourrait être obligé de dissoudre l'assemblée Nationale faute de majorité pour voter le budget et les textes concernant les grandes réformes à mener. Si nous avons une cohabitation du type Chirac Jospin rien ne pourra être réformé et nous risquons de nous retrouver avec un deuxième tour des présidentielles avec Arnaud Montebourg en face de Marine Le Pen.

Pour *Patrick Artus*, *chef économiste de Natixis*, la faible rentabilité des entreprises explique en grande partie la croissance zéro de l'économie française. Tout investissement industriel est découragé, en particulier l'investissement qui moderniserait le capital. Le résultat c'est que la France achète six fois moins de robots industriels que l'Allemagne !

Le retrait de l'activité se confirme en Europe

En Allemagne, les prix ont baissé de 0,8% en juillet. L'indice IFO sur le climat des affaires est en retrait à 101,7 pour le mois de juillet contre 103,4 en juillet. François Hollande ne doit rien attendre de l'Allemagne dans la mesure où *Angela Merkel la Chancelière*, veut des sanctions plus dures contre les pays qui ne respectent pas les règles communes. **En Europe**, l'indice PMI composite de la zone Euro est également en retrait en août contre 53,8 en juillet...

Le dollar devrait encore progresser

Aux Etats Unis, la production industrielle a augmenté en juillet de 0,4% par rapport au mois précédent. L'activité demeure donc forte. L'indice PMI pour le mois d'août est à 58 contre 55,8 le mois dernier. Cela devrait profiter aux valeurs industrielles américaines.

On devrait assister à une augmentation des investissements si cette tendance continue.

Le dollar est en train de monter contre dollar et contre Yen. *Janet Yellen, présidente de la Fed* a fait monter la devise américaine en confirmant qu'elle mettrait fin à sa politique d'assouplissement quantitatif fin octobre, car la conjoncture économique s'améliorait.

Les valeurs les plus exposées en terme de chiffre d'affaire réalisé en dollar sont : **Ahold** 60% du CA en USD **Luxottica** 55%, **Publicis** (43%), **Fresenius** (40%), **ARM Holdings** 37%, **AstraZeneca** 37%, **Reed Elsevier** (48%), **Sodexo** (35%), **Sanofi** (31%), **Delhaize** (63%), **Roche** (33%), **SAP** (31%), **Novartis** (31%), **Sodexo** (30%), **Michelin** (31%) **SCOR** (29%), **Safran** (25%), **L'Oréal** (23%), **Dassault Systèmes** (20%),

En Chine, les prix de l'immobilier ont chuté de 11% en juin en rythme annualisé. Il faudra de nouvelles mesures pour stabiliser le marché.

Parallèlement, les investissements étrangers en Chine se sont effondrés en juillet. Enfin, l'indice flash PMI calculé par HSBC a baissé à 50,3 en août contre 51,7 en juillet et le prix du minerai de fer est maintenant en dessous des 100\$/T soit une baisse de 30% depuis le début de l'année....

L'évolution des différents marchés actions depuis le début de l'année montre que c'est l'Asie ex Japon qui a progressé de plus de 14%, suivi par les marchés émergents à 13, 2%, le marché américain à 13%. En Europe, le

marché anglais est en hausse de 6% alors que la France et L'Allemagne sont dans les derniers rangs du classement. La meilleure performance a été réalisée par les obligations espagnoles (+19%) et italiennes (14%).

En France, le vote du prochain budget en octobre sera le véritable test de l'équipe gouvernementale. Il permettra de constater, au delà des mots si la page du socialisme idéologique est vraiment tournée.

LE BLOG DE PIERRE JOVANOVIC

LA FRANCE A DEPASSE LES 2000 MILLIARDS DE DETTE PUBLIQUE

du 26 au 30 août 2014 : Bon ce n'est pas grave, puisque les Français détiennent plus de 4075 milliards d'euros d'épargne, que les Américains entendent bien saisir d'une manière directe ou indirecte via les lois qu'ils font voter en toute discrétion à Bruxelles. [Lire ici Toutsurlesplacements](#), merci à Confucius. Imaginez ce que devait être l'épargne des Français voici 20 ans, avant la crise, qui les a obligés à taper dans leurs économies.

VRAI CHIFFRE US: 35% DE COUPLES FACE AUX COLLECTEURS DE DETTES

du 26 au 30 août 2014 : Traduisez: 35% des ménages américains ne peuvent plus rembourser leurs crédits, quel qu'il soit, voiture, carte de crédit, maison, etc., ce qui vous donne l'ampleur du désastre qui se prépare dans le pays, et qui affaiblit chaque jour ses banques (qu'on vous présente... solides). Cela représente un ménage sur trois! "*More than a third of Americans reported to collection agencies for unpaid bills and debts*". En même temps, BFM-WC et autres médias vous expliquent que les chiffres du chômage et des créations d'emplois aux US sont "*très bons*" et que cela "*confirme la reprise*"!!! Ben voyons. Mieux vaut entendre ça que d'être sourd comme on dit. Juste un ménage sur trois va recevoir la visite d'huissiers et être saisi, voiture, maison, etc. On est bien loin de 2007 où ils étaient principalement saisis parce qu'ils étaient étouffés par le montant de leur remboursement immobilier. Maintenant, tout va être repris. Lire [ici Yahoo US](#), merci à Mr Ballerand.

PS: l'ironie de l'histoire est que de plus en plus de collecteurs de dettes sont eux même saisis par d'autres collecteurs de dettes !!! Dingue !

QUAND UN BANQUIER BULGARE EN FAILLITE FUT, UN AUTRE DANSE...

du 26 au 30 août 2014 : Au mois de juin et juillet, vous avez suivi ici les faillites de la 4e banque bulgare, la CCB, et de la First Investment Bank. Eh bien, il a fallu un mois pour que la justice bulgare lance finalement un avis de recherches via Interpol sur Tzvetan Vasilev, ex président du conseil de supervision de la banque, pour, je cite, "*abus de pouvoir et détournement de fonds*". Un mandat d'arrêt européen a même été délivré à son égard et il est recherché y compris par Interpol.

Bon. Il a eu un mois pour prendre le large, et avec tout l'argent qu'il a pris, il doit sans doute être quelque part en Uruguay. La faillite de sa banque a plongé des dizaines de milliers d'entreprises, particuliers et même administrations publiques dans la misère financière la plus totale.

Frances Coppola s'étonne à juste titre que les deux banques bulgares en faillite aient reçu un traitement différent et elle explique dans Forbes: "*CorpBank is no more corrupt than FI Bank: both banks were named by Wikileaks as being among several "bad apples" in the Bulgarian banking system. Why was CorpBank closed but FI Bank kept open? Indeed, why is there no investigation into the other banks named by Wikileaks?*". Réponse: des règlements de comptes entre deux magnats bulgares, dont un qui possède des journaux et... téléés! [CQFD via Sofia Globe ici](#). [Lire également Forbes ici](#) pour comprendre (entre autres) que vous avez intérêt à faire très attention avec les paiements venant d'Europe de l'Est.

PLUS ILS GAGNENT D'ARGENT, MOINS ILS PAYENT D'IMPOTS, DEMONSTRATION MICROSOFT

du 26 au 30 août 2014 : Regardez bien: le gendarme de Wall Street, la SEC, va faire un semblant de procès à Microsoft pour avoir soustrait, légalement, 92 milliards de dollars (!!!) aux fisc américain... via des planques dans des paradis off-shore. Et cela pour éviter de payer 29 milliards de dollars de plus aux impôts américains... "*In SEC filing, Microsoft Admits Stashing \$92 Billion Offshore to Avoid Paying \$29B in Unpaid US Taxes*", lire [ici IBT](#). Il se serait agi d'une entreprise normale, le fisc américain qui ne rigole pas avec ce genre de choses, les dirigeants seraient déjà en prison... Mais non, là il s'agit de Microsoft dont les OS (Windows 8 en particulier) sont truffés de portes d'entrées dérobées pour la NSA. Cela créé des liens, et oblige le fisc US à marcher sur des oeufs. Du coup, il se venge sur les entreprises et les gens "normaux".

ET LA STANDARD CHARTERED BANK ANGLAISE AU MEME REGIME QUE LA BNP + BANK OF AMERICA

du 26 au 30 août 2014 : Si la BNP va être surveillée pendant 5 ans par le

FBI, elle va être rejointe par la Standard Chartered qui vient d'être interdite d'opérations en dollars américains et d'ouvrir des comptes en dollars américains... *"Standard Chartered has been banned from opening new US dollar bank accounts without the explicit permission of American regulators, amid a series of extraordinary restrictions, after officials warned the lender that it could be used as a conduit for illegal transactions. The New York Department of Financial Services said that it had imposed a \$300 million fine on Standard Chartered after finding "numerous errors" in its anti-money laundering systems, only two years after the DFS had fined the bank \$340 million for breaching US sanctions"*. Peu de chances que la SC soit condamnée à payer une amende de la même importance que les 9 milliards de la BNP. [Lire le Times de Londres](#). PS: la justice US a infligé une amende de 16,7 milliards de dollars à la Bank of America pour ses opérations de prêts toxiques dans les années 2007, en plus des 8,5 milliards payés pour l'arnaque sur les fausses notations des emprunteurs. Le gouvernement américain est en train de se renflouer, et volant les voleurs. Sidérant !!! [Lire ici le New York Times](#).

COLLUSION ENTRE POLITIQUE ET BANQUE, UN AUTRE EXEMPLE FLAGRANT !

du 26 au 30 août 2014 : Oui, c'est passé discrètement au mois d'août, le 12 exactement, quand les gens sont en vacances... C'est plus discret. Le président d'une sorte de l'équivalent de l'Autorité des Marchés et Comptes Financiers anglaise, Win Bischoff, *"chairman of Britain's accounting watchdog, the Financial Reporting Council"* a été nommé président de JP Morgan Europe. Rien que ça. [Lire ici Reuters](#), merci à Perceval. Et Reuters écrit: *"His appointment to JP Morgan comes at a time when British lawmakers are keen for the FRC to scrutinise the accounts of banks more closely. Lawmakers have questioned regulators over why accountants gave banks a clean bill of health just months before they had to be rescued by taxpayers in the 2007-09 financial crisis."* Il n'y a pas de hasard comme on dit. Comme mon éviction de Wikipédia France, le 21 août : -) ha ha ha... après 12 années de présence! Je dér-ange... avec cette Revue de Presse !!!

LA FRANCE VA PILLER LES PME SUISSES INSTALLEES COTE FRANCAIS !

du 26 au 30 août 2014 : De notre lecteur Mr Bach: *"Le PS avait oublié de spolier les entreprises Suisses! Installées côté Français, une manne pour faire du "fric facile"... Voici la dernière idée lumineuse des crétins énarques de Bercy: "Les ministères français de tutelle sont devenus intransigeants : ils auraient*

décidé d'appliquer le droit fiscal français aux 70 entreprises suisses installées à l'Euro-airport mais côté français ... Tollé du côté suisse qui trouvent que la France fait un mauvais calcul : 4000 emplois seraient menacés en cas d'échec des négociations. Easyjet renonce déjà à ses investissements futurs" ... [Lire ici France3](#). Bravo Bercy, encore un coup génial !

Italie : Les ménages dépriment, moindre croissance en vue

Par Isla Binnie et Gavin Jones ROME, 27 août (Reuters) Crashdebug

L'Italie a admis mercredi que ses espoirs d'une reprise soutenue de l'activité était sans doute trop optimistes et a appelé à une initiative coordonnée en Europe pour lutter contre la faiblesse persistante de la croissance après une forte dégradation de la confiance des ménages transalpins au mois d'août.

Le ministre de l'Economie Pier Carlo Padoan a déclaré que l'Italie devrait revoir en baisse sa prévision de croissance pour cette année et plaidé pour une "vision européenne" en matière de réformes.

La troisième économie de la zone a rechuté en récession en deuxième trimestre, ce qui a fragilisé la prévision de croissance du produit intérieur brut (PIB) de 0,8% pour cette année que le gouvernement du président du Conseil Matteo Renzi avait retenu en avril.

Le moral des consommateurs italiens s'est détérioré en août pour le troisième mois consécutif, tombant à son plus bas niveau depuis mars. Les Italiens s'attendent notamment à une hausse du chômage, pourtant proche de ses niveaux records.

"Nous devons réviser à la baisse notre prévision de croissance du PIB", a déclaré Padoan dans un entretien publié mercredi par le journal Corriere della Sierra. "La situation actuelle est pire qu'attendu, ce qui ne satisfait personne, mais souligne la nécessité d'une action coordonnée."

La consolidation budgétaire ne doit pas aller à l'encontre de la croissance, a-t-il ajouté.

L'économie italienne a été l'une des moins dynamiques au cours des deux dernières décennies et son produit intérieur brut est aujourd'hui inférieur en termes réels à son niveau de 2000, peu après l'introduction de l'euro.

Depuis son arrivée à la présidence du Conseil, Matteo Renzi a demandé à de nombreuses reprises que l'Italie puisse réduire sa dette publique à un rythme moins rapide qu'exigé par les règles européennes.

L'Italie, qui assure actuellement la présidence tournante de l'UE, cherche à promouvoir un changement d'orientation des règles économiques européennes en faveur de la croissance.

L'économie italienne, qui avait crû de 0,1% seulement au quatrième trimestre 2013, le premier chiffre positif enregistré depuis la mi-2011, s'est de nouveau contractée de 0,1% en janvier-mars puis de 0,2% en avril-juin, selon les dernières données disponibles.

Padoan n'a pas précisé quelle serait la nouvelle prévision de croissance qui doit être dévoilée le 1er octobre mais la plupart des économistes s'attendent à une quasi-stagnation.

Renzi comme Padoan ont régulièrement répété que Rome ramènerait son déficit public sous la limite européenne de 3% cette année et Padoan a réaffirmé cet engagement mercredi. (Isla Binnie, Véronique Tison et Marc Joanny pour le service français, édité par Juliette Rouillon)

[Vous souvenez-vous du 'Parrain', ou de 'Mafia Blues'?](#) [Voici à quoi ressemblent les réunions de la mafia dans la](#) [réalité](#)

par Mylène Vandecasteele · 27 août 2014 [Express.be](#)

Vous souvenez-vous de l'ambiance des films le Parrain ou Mafia Blues ? Les descriptions des réunions de mafiosi qu'ils proposent ne sont pas si éloignées de la réalité, comme ont pu le constater les [policiers suisses et italiens qui sont parvenus à filmer les débats d'une quinzaine de dirigeants de la](#)

'Ndrangheta, un clan de la mafia calabraise. Rien ne manquait : les lumières tamisées, le mobilier démodé, la longue table, et les conversations évoquant l'honneur, la dignité, la tradition, et le respect... sans oublier les détails des arrivages de cocaïnes, des extorsions de fonds, et des trafics.

La réunion secrète filmée par les polices suisse et italienne se tenait à Frauenfeld, une ville suisse située près du Lac de Constance, à une quarantaine de km de Zurich.

Il aura fallu plus de 2 ans aux policiers pour réussir le coup de filet de vendredi dernier qui a abouti à l'arrestation de 18 de ces dirigeants, dont 16 en Suisse, et 2 en Italie.

Grâce à cette vidéo, les enquêteurs ont effectué une plongée en direct dans le monde de la mafia calabraise, qui leur a permis de prendre connaissance de ses rituels, et d'obtenir des informations sur ses opérations internationales. On peut y entendre le chef présumé de ce réseau, Antonio Nesci, surnommé « Cucchiaruni », 'Montagne Suisse', en dialecte calabrais, expliquer que les règles de l'organisation existent depuis 1830. Il fait référence à 3 chevaliers pour introniser les nouveaux venus :

De même qu'ils ont été baptisés avec des fers et des chaînes, avec des fers et des chaînes, je vous baptise ».

Ensuite, il explique qu'il a été actif sur Frauenfeld depuis une quarantaine d'années, et que les perspectives sont bonnes :

Vous pouvez travailler dans toutes les activités. Extorsion, cocaïne, héroïne. Il y a de tout. 10 kilos, 20 kilos par jour. Je vous l'apporterai personnellement, mais je ne veux rien savoir de ce que vous en ferez ».

Il leur rappelle que les décisions telles que les meurtres et les extorsions doivent être confiées à ceux qui sont chargés de ces besognes. Puis il évoque la présence du clan dans la ville de Frauenfeld depuis 40 ans, et leur demande de respecter la réputation « propre » du clan dans la ville :

Pour ceux qui nous connaissent bien, nous avons la réputation d'être popres, propres, propres, il nous a fallu des années pour bâtir cette réputation. (...) Nous l'avons faite. Vous les jeunes devez faire en

sorte que la ‘société’ est respectée. Je le répète une fois de plus, la ‘société de Frauenfeld est une société d’honneur, de sagesse et de dignité ».

La police soupçonne que Nesci rapporte à Giuseppe Antonio Primerano, le dirigeant du clan de Fabrizia, et qu’il a obtenu son autorisation pour étendre les activités du clan à Singen, dans le Sud de l’Allemagne. Primerano, qui purge actuellement une peine de 13 ans de prison depuis juillet 2013, serait lui-même directement lié à [Domenico Oppedisano, le parrain de la mafia calabraise, âgé de 83 ans](#). Ce dernier a été arrêté avec 300 autres mafieux au cours d’un gigantesque coup de filet en 2010, l’opération Crimine, qui a requis pas moins de 1,5 millions d’écoutes. Il a été condamné à 10 ans de prison.

[Comment les banques centrales provoquent les crises financières](#)

août 28th, 2014 | by [Mickael - Fondateur de News360x](#) Source : [Economie Matin](#)

Nous disons et écrivons très souvent que l’économie est largement financiarisée depuis plus de 15 ans. Nous vivons dans une économie de bulles d’actifs financiers. En fait, lorsqu’une bulle éclate sur un actif, on assiste généralement à la naissance d’une nouvelle bulle sur un autre actif car l’argent abondamment créé par les banques centrales ne peut, en général, être repris sous peine de provoquer d’énormes pertes en patrimoine chez les investisseurs privés ou de créer une crise bancaire.

Nous sommes donc en plein aléa moral puisque certains acteurs financiers ne sont pas assez rigoureux dans l’analyse du risque de leurs investissements ; ils se reposent sur le fait qu’ils ont une capacité de nuisance systémique et qu’en conséquence il y aura toujours un prêteur/sauveur en dernier ressort (en l’occurrence la banque centrale de sa zone monétaire).

C’est l’une des principales origines des crises financières que nous connaissons depuis les années 2000 : des politiques monétaires trop accommodantes pour ne pas dire laxistes avec un environnement de taux « anormalement » bas et donc de coûts de financement très avantageux (taux emprunts d’Etat de plus en plus ridicules, écarts de taux vis-à-vis des taux de

swap ne rémunérant que très peu ou même pas du tout le risque bancaire ou d'entreprise)

La crise financière est inévitable lorsque l'investisseur va chercher du rendement sur des classes d'actifs de plus en plus risquées parce que les actifs prétendus les plus sûrs — comme les emprunts d'Etat (Etats-Unis, Royaume-Uni et grands Etats de la Zone euro) — rapportent de moins en moins.

La crise financière peut devenir particulièrement violente — comme en 2007-2008 — lorsque de surcroît les produits de placement classiques (y compris les plus risqués) rapportent moins alors même que les exigences de rentabilité restent inchangées ; d'où l'innovation financière pour fabriquer des produits structurés sophistiqués et complexes censés procurer du rendement avec un risque maîtrisé.

*** La séquence de crise est la suivante**

Phase 1 : un investisseur institutionnel achète des titres d'Etat AAA (actifs refuge) à un taux moyen de 3% en empruntant à 1%, soit une marge nette d'intérêt de 2%. Sur les marchés financiers tout le monde fait la même chose en même temps avec peu ou prou les mêmes objectifs de rentabilité et les mêmes contraintes comptables et réglementaires.

La demande sur ces titres d'Etat AAA reste très soutenue car les banques centrales les rachètent dans le cadre de leurs mesures non conventionnelles et la réglementation incite les banques commerciales à en avoir ; les prix s'envolent et les rendements baissent jusqu'à 2%. De nouveaux achats réduiraient donc la marge de transformation à 1% en supposant inchangées les conditions de refinancement. Problème : la rentabilité exigée par les clients ou actionnaires reste la même à 2% de marge.

Phase 2 : ainsi, quels que soient son aversion au risque, son opinion des fondamentaux macroéconomiques, son jugement sur la solvabilité des émetteurs qu'il va rentrer en portefeuille, notre investisseur institutionnel doit rechercher des actifs qui rapporteront au moins 3%. Il pourra alors choisir d'investir sur de la dette souveraine moins bien notée (A voire BBB) et de la dette d'entreprise. Il prendra donc plus de risque pour maintenir sa marge.

Vous commencez à comprendre pourquoi les emprunts d'Etat à 10 ans de pays tels que l'Espagne ou l'Italie rapportent aussi peu (respectivement

2,60% et 2,80% début août) ; pourquoi également les écarts de taux sont aussi resserrés.

Les professionnels de l'investissement sur les marchés financiers vous expliquent qu'ils sont « benchmarkés », c'est-à-dire comparés entre eux, et obligés d'aller investir leurs excédents de liquidité sur tout actif qui surperformerait les taux prétendus sans risque. On peut considérer aujourd'hui comme taux réellement « sans risque » le taux monétaire Eonia mais plus nécessairement une obligation d'Etat même à court terme. Seulement voilà, l'expérience prouve qu'investir de manière insouciant pour des raisons réglementaires, comptables ou psychologiques (faire comme tout le monde), crée justement des bulles dont l'éclatement aura vite fait d'anéantir le rendement attendu.

Phase 3 : la poursuite de la course au rendement va provoquer une hausse continue des prix des actifs et donc une baisse de leurs rendements. Ainsi les titres d'Etat achetés à 3% dans la phase 1 et rapportant 2% dans la phase 2 vont se renchérir avec des rendements s'effondrant à 1%. Tandis que les obligations d'Etats (notées de A à BBB) et d'entreprises acquises à 3% de rendement durant la phase 2 ne rapporteront plus que 2% en phase 3.

Au-delà de la surévaluation des actifs financiers, la course au rendement débouche sur des risques de course au levier et à l'endettement. C'est exactement ce qui s'est passé en 2006 et 2007.

Nous sommes donc installés dans un système de crises financières successives parce que la course au rendement reste déconnectée du risque pris.

Les fondamentaux économiques sont dans le meilleur des cas ignorés, dans le pire des cas méprisés ; ce qui crée des situations totalement délirantes sur l'évaluation de certains actifs financiers. Le risque est amplifié avec la persistance du recours à l'emprunt pour répondre aux contraintes de rentabilité.

*** La BCE schizophrène**

La Banque centrale européenne (BCE) le dit ouvertement mais a mis en place de nouvelles mesures dites non conventionnelles lors de sa réunion mensuelle du 5 juin 2014 – ce qui conforte les investisseurs dans leurs choix dangereux.

N'oublions pas le second visage de la BCE et son futur rôle de superviseur

des banques de la Zone euro à partir du 4 novembre 2014. Ainsi dans la nouvelle édition de sa Revue sur la stabilité financière, la banque centrale met en garde contre l'éventualité d'une brusque inversion de tendance sur les marchés financiers.

« En même temps que la recherche de rendement, les préoccupations concernant la formation de déséquilibres et la possibilité d'une remise en cause brusque et désordonnée des flux d'investissement récents s'intensifient ».

Aussi les banques, assureurs et fonds de pensions devraient constituer « des coussins suffisants pour amortir une normalisation des rendements ». Oui la Banque centrale européenne schizophrène reconnaît officiellement l'anomalie des rendements.

Et elle semble bien impuissante tant il est difficile de choisir entre l'éclatement brutal de bulles d'actifs financiers (générateurs de krachs sans précédent) et la persistance de l'inefficacité financière (une liquidité anormalement abondante qui ne sert économiquement et socialement à rien).

Renflouez les gens, pas les banques !

par [Gérard Foucher \(son site\)](#) jeudi 28 août 2014 Agoravox

Bon sang de bon sang !

"Et si les banques centrales versaient de l'argent aux ménages" titre ce matin Libération ! Je bondis au kiosque et j'avale l'article en marchant... Et voilà...



En fait, [cet article de Libé](#) est la traduction mot pour mot d'un [texte](#) publié il y a quelques jours par deux économistes sur le site du "Council on Foreign

Relations", qui reprennent tous les arguments que développent depuis des années les quelques illuminés qui ont compris la monnaie-dette et son rôle crucial dans la crise actuelle. J'avais fait un résumé de ces travaux et de ces propositions [ici](#).

De nombreux spécialistes, au plus haut niveau (p.e. [Lord Adair Turner ici](#), [Steve Keen ici](#), [Ben Bernanke là](#), [Benes et Kumhof ici...](#)), font la même analyse, et il faut donc le répéter inlassablement à chaque fois que nous parlons de ça :

Dans le système actuel, les banques ne sont PAS des intermédiaires qui confient l'argent des épargnants à des emprunteurs. Et la monnaie n'est PAS émise par l'État, ni par les Banques Centrales.

En réalité, ce sont les banques ordinaires (les banques commerciales privées : LCL, BNP, etc...), qui créent du crédit *ex nihilo*, et c'est ce crédit nouveau qui devient de la monnaie nouvelle dès lors qu'il est dépensé par les "emprunteurs" qui l'ont reçu.

La monnaie, le crédit et donc TOUT le nouveau pouvoir d'achat de la société est émis par ce mécanisme.

Bref, ce qui est important à retenir, c'est que, au plus haut niveau des institutions financières les plus globales, on commence à comprendre :

1. qu'émettre et distribuer la monnaie par l'endettement des populations pose des problèmes importants
2. que tenter de diriger l'économie par la manipulation des taux d'intérêt ne fonctionne pas
3. que renflouer les banques en leur attribuant des milliards pour compenser les crédits qu'elles ont émis, en espérant que cela va relancer la création monétaire par le crédit est une aberration et un contre-sens total
4. que la "crise" n'est que la conséquence absurde d'une pénurie d'unités monétaires qui empêche de comptabiliser (et donc de réaliser !) les échanges créés par l'activité économique
5. que pour rétablir l'équilibre économique, et permettre aux échanges de se réaliser à nouveau (et par conséquent rétablir la paix sociale et l'égalité entre les humains), il suffit de trouver un moyen de remettre des chiffres sur les comptes sans endetter tout le monde !

Et donc l'aboutissement parfaitement logique de ces "découvertes", c'est bien sûr de renflouer les comptes des gens : [Give money directly to the people](#), [Quantitative easing for the People](#) (QE4People). Bref, comme dit Libé : "[Verser de l'argent aux ménages](#)".

Et bien sûr, cette injection de chiffres ne peut se faire que dans l'égalité, à la fois dans l'instant et dans le temps.

Si chaque humain présent et à venir reçoit régulièrement, universellement et inconditionnellement sa part de chiffres pour lui permettre de comptabiliser ce qu'il donne et ce qu'il reçoit, et ainsi d'échanger tout ce que chacun pourra produire, inventer ou imaginer, à coup sûr, tout ira beaucoup mieux !

Toutefois, le parcours ne s'arrête pas là.

La découverte fondamentale, qui n'est pas encore arrivée à la conscience collective, c'est qu'un système monétaire est seulement un moyen de mesurer et de comptabiliser nos transactions. L'échelle du système de mesure n'a pas d'importance. On peut tout aussi bien mesurer des températures en degrés centigrades qu'en Fahrenheit.

À la limite, chacun pourrait avoir ses propres règles de comptabilité, du moment que des facteurs de conversion sont identifiables... (plus d'infos à ce sujet bientôt !)

Conclusion : La "monnaie" est une manipulation du système qui consiste à faire croire qu'il faut "acheter" des unités de mesure pour pouvoir tenir ses comptes.

C'est très fort.

Conséquence pour l'avenir : distribuer des unités de comptes équitablement à tous les citoyens permet de résoudre le problème fondamental de la création monétaire par l'endettement infini.

Je vous dis pas le soulagement !!!!